

Veille Coronavirus du SER de Londres Semaine du 15 au 21 octobre 2020

1. Evolution épidémiologique

Au 20 octobre à 16 heures, 762 542 tests se sont révélés positifs, dont 21 331 lors des dernières 24 heures.

43 967 des personnes (+ 241 le 20 octobre) qui ont été testées positives pour le coronavirus sont décédées dans les 28 jours suivants le test.

La région du Grand Manchester passe à son tour en zone de risque très élevé (Tier 3) à partir du 23 octobre. Après la région de Liverpool City et du Lancashire, la région du grand Manchester va se voir imposer les restrictions les plus strictes en Angleterre (fermeture des pubs et bars qui ne servent pas de repas, ainsi que des casinos et centres de jeux pour adultes, voyages déconseillés en dehors de la zone, pas de socialisation en intérieur ou en extérieur hors membres du même ménage). Cette décision a été imposée par le gouvernement après des négociations avec la ville, qui refusait de rentrer en Tier 3 sans enveloppe de soutien conséquente. Les négociations n'ayant pas abouti, le gouvernement devrait débloquer seulement 22 M£ pour la région, comme prévu par les dernières mesures de soutien du Chancelier, afin de soutenir l'économie locale et le système de santé.

2. Mesures nouvelles de soutien économique

/

3. Impact économique et financier

L'agence de notation Moody's a abaissé la notation souveraine du Royaume-Uni à Aa3 stable (contre Aa2 négatif). Moody's a indiqué que sa décision reflétait l'impact de la crise Covid à long-terme sur l'économie britannique ainsi que la dégradation de la gouvernance et des institutions du Royaume-Uni. L'affaiblissement de la gouvernance perçu par l'agence de notation provient de la gestion du Brexit, ainsi que des reports successifs des différents *Budgets* et *Spending Review* pluri-annuelles, qui rendent difficile la prévision de la trajectoire des finances publiques. Moody's s'attend à ce que l'économie britannique se contracte de 10 % cette année, avec un déficit budgétaire équivalent à 19 % du PIB et une dette à 112 % du PIB.

L'inflation s'est établie en hausse à 0,5 % en septembre, contre 0,2 % en août, en dessous du consensus à 0,6 %. L'inflation sous-jacente a également accéléré, à 1,3 % contre 0,9 % en août. Le regain d'inflation s'explique principalement par la fin du dispositif de soutien aux restaurateurs (Eat Out to Help Out) qui avait contraint les prix du secteur en août. L'inflation du secteur de la restauration a augmenté de 3,7 pp en septembre pour atteindre 0,9 %. L'évolution des tarifs aériens a également soutenu l'inflation globale, en hausse de 16,2 pp à -4,4 % en septembre. En revanche, les prix alimentaires ont baissé à 0 % (contre 0,4% en août), tout comme les prix des biens durables qui se sont établis à 1 % en septembre (contre 1,2 % en août), reflétant la baisse des prix de production et d'importation. L'inflation devrait rester basse sur les prochains mois, en raison de la baisse des prix de l'énergie en octobre et la baisse de la TVA de 20 % à 5 % pour le secteur de l'hospitalité, en place jusqu'en mars 2021.

R. Sunak a indiqué le 20 octobre que la *Spending Review* couvrirait uniquement l'année budgétaire 2021-22. Attendue fin novembre, la *Spending Review* permettra de planifier les crédits alloués aux ministères pour 2021-22, en mettant l'accent sur la gestion de crise Covid. Initialement, R. Sunak souhaitait planifier trois années de dépenses courantes et quatre années de dépenses. La *Spending Review* devrait se concentrer sur trois points : (1) l'allocation de crédits aux ministères afin qu'ils puissent répondre aux défis de la crise sanitaire et soutenir l'emploi à travers le *Plan for Jobs*, (2) le

soutien aux services publics dans leur gestion de la crise (le NHS notamment), et (3) l'investissement en infrastructure dans un objectif de « levelling-up » et de relance économique.

Tableau des recours aux dispositifs du gouvernement :

Allocations sociales	
Universal Credit (allocations sociales)	Plus de 2,5 M d'inscriptions au <i>Universal Credit</i> du 16 mars au 23 juin
Chômage partiel	
Furlough / Coronavirus Job Retention Scheme	9,6 M d'employés ont bénéficié du chômage partiel au 20 septembre pour un coût de 39,3 Md£. Plus de 1,2 million entreprises y ont eu recours.
Self-employment Income Support	Pour la 1ère phase (demandes de mai à juin), 2,7 M de travailleurs indépendants ont demandé des subventions via ce mécanisme, pour un montant total de 7,8 Md£. Pour la 2ème phase (demandes à partir d'août), 2,2 millions de personnes ont demandé des subventions au 20 septembre pour un montant de 5,6 Md£.
Prêts garantis par le gouvernement	
CCFF	15,85 Md£ accordés au 14 octobre.
CBILS	15,45 Md£ accordés au 20 septembre à plus de 66 000 entreprises.
CLBILS	3,84 Md£ accordés au 20 septembre à 566 entreprises
Bounce Back Loans	38,02 Md£ accordés à plus d'1,2 million d'entreprises au 20 septembre
Future Fund	588 M£ de prêts accordés à 590 entreprises au 16 août

4. Analyse sectorielle / entreprises

Introduction de tests de dépistage au départ de l'aéroport de Heathrow vers Hong-Kong – Afin de faciliter les voyages vers des destinations pour lesquelles la preuve d'un résultat négatif est requise à l'arrivée (Hong-Kong par exemple), les passagers de British Airways, Virgin Atlantic et Cathay Pacific au départ des terminaux 2 et 5 d'Heathrow auront la possibilité de réaliser un test de dépistage (dit « Lamp », réalisé à partir de la salive du patient), en amont de l'embarquement. Le coût du test est de 80£ et les résultats sont disponibles au bout d'une heure. Le gouvernement britannique aurait entamé des négociations avec le gouvernement italien afin que celui-ci reconnaisse les tests « Lamp » réalisés à Heathrow. Dans le sens inverse, en matière de tests à l'arrivée sur le territoire britannique, la taskforce sur la reprise des déplacements à l'international devrait rendre ses conclusions au Premier ministre début novembre. Ce groupe de travail étudie les modalités pratiques qui permettraient de réduire la période de quarantaine au RU. S'exprimant hier devant le secteur de l'aviation, le ministre des transports britannique a précisé que, sous réserve « des capacités de tests du secteur privé », un système de test réalisé 7 jours après l'arrivée sur le territoire britannique pourrait être mis en place dès le 1er décembre. En parallèle, les britanniques sont en négociations avec leurs homologues américains (*US homeland security*) pour mettre en place des expérimentations spécifiques pour le couloir aérien Londres-NY, et qui verraient des tests réalisés avant et/ou après le départ.

Vives tensions entre le Maire de Londres et le gouvernement britannique sur les transports du Grand Londres – Dans un communiqué de presse paru aujourd'hui, Sadiq Khan, le maire de Londres, se montre particulièrement critique à l'égard des exigences du gouvernement britannique relatives au réseau de transport du Grand Londres. Le gouvernement a en effet annoncé que si Londres refusait ses conditions, il pourrait alors prendre le contrôle de l'AOT du Grand Londres (Transport for London, TfL) et refuser d'accorder à la ville des nouvelles compensations financières de moyen terme. Londres a d'ores et déjà bénéficié d'un plan de sauvetage de TfL de 6 mois, à hauteur de 1,6 Md£, et avait fait

savoir qu'elle aspirait à obtenir 4,9Mdf supplémentaires pour les 18 prochains mois. Au lieu de cela, le Ministre des transports britanniques a proposé un nouveau plan de sauvetage de 6 mois, baptisé « accord H2 » et a averti Sadiq Khan que le soutien du gouvernement prendrait « une toute autre tournure » si les deux parties ne s'accordaient pas sur le plan H2. Le maire a annoncé qu'il n'accepterait pas le « triple coût dur » souhaité par Westminster, notamment i) l'élargissement du périmètre des péages urbains (15£) aux couronnes nord et sud ; ii) l'augmentation des tarifs de transports en commun au-delà de l'inflation (RPI + 1%) et iii) l'augmentation de la taxe d'habitation en vue de financer les transports publics. Rappelant que la fréquentation du métro a diminué de 70% par rapport à l'année dernière (et - 5% depuis l'annonce du passage de Londres au « stade 2 » du contrôle de l'épidémie), Sadiq Khan rejette les affirmations de Shaun Bailey, candidat conservateur aux élections municipales de l'année prochaine, selon lesquelles la « mauvaise gestion » de TfL par S. Khan est antérieure à la crise de la Covid-19 : « sans recettes passagers, nous avons besoin de fonds publics pour maintenir nos niveaux de services (...) la seule raison pour laquelle TfL a besoin du soutien du gouvernement est la COVID-19 ».